

## 30. Dégénérescence et capitulation de l'OCI en 1981

Dans les années qui ont précédé 1981, les déviances au sein de l'OCI sont devenues beaucoup plus graves que celles que nous avons repérées en disant que le ver était dans le fruit. Une étrange symbiose est apparue entre certains pans de l'OCI et le PS au moment où, avec le programme commun, l'alliance entre le PS et le PCF ne devait se faire, du point de vue de François Mitterrand et de ses amis, qu'à la condition que le PS soit plus puissant que le PCF. Cette obscure symbiose va grandement aider le PS à prendre ainsi un point d'appui face au PCF dans le milieu étudiant d'où il était absent. Le PS va en effet s'accaparer, à peu de frais, la direction de l'UNEF.

Les mœurs des dirigeants lambertistes en milieu étudiant connurent alors une profonde mutation. Dans les élections au CROUS le bourrage d'urnes — pratique complètement étrangère aux trotskystes — devint une pratique admise pour « battre les staliniens ». Après avoir gagné la direction de l'UNEF en faisant campagne contre la politique de participation des syndicats aux instances de gestion des universités, les élus de l'UNEF investirent les structures participatives. Plus étonnante encore sera une pratique de financement de l'OCI bien étrange. Les cadres demandèrent aux militants de se faire octroyer une aide personnelle auprès du service social dont ils dépendaient pour la verser à l'OCI. Une militante protestera en écrivant « *Un comble ! Poussant l'absurde à l'excès, j'ai proposé pour la bonne cause, la prostitution ou la quête dans les églises.* » (Lettre citée par Pierre Salvaing dans « [Ce que je sais de ce que fut l'OCI](#) », document accessible sur le web). Ces mœurs n'ont rien à voir avec le trotskysme.

Il y a eu pire encore : les largesses de Pierre Fougeyrollas, universitaire, cadre de l'OCI, et ami de Pierre Lambert, à l'égard d'autres cadres de l'OCI. Il est bien connu qu'il a offert un poste d'assistant en sociologie à Benjamin Stora ce qui a permis à celui-ci de poursuivre une carrière d'universitaire et d'historien. Que serait-il aujourd'hui sans cette tricherie et qu'est devenu l'étudiant anonyme de sociologie qui, en toute équité, aurait dû avoir ce poste ? Il reste, sur ce dernier point, un petit pan de l'Histoire que Benjamin Stora n'écrira pas. Comment Fougeyrollas, Benjamin Stora et tous les lambertistes peuvent-ils à la fois se prononcer pour des règles d'impartialité lors des recrutements de la fonction publique et s'accommoder entre copains de ces ignobles magouilles dont je suis l'une des victimes ?

**Benjamin Stora**  
devenu universitaire  
par tricherie grâce à  
un copain de Lambert  
nommé Fougeyrollas  
travaille maintenant  
pour Macron.

**Jean- Christophe  
Cambadélis**  
devenu docteur  
es sociologie grâce à  
ce même Fougeyrollas  
mène une carrière de  
politicien professionnel  
à haut revenu



Ce même Pierre Fougeyrollas a fait aussi un joli cadeau, qui ne lui a rien coûté, à Jean-Christophe Cambadélis. Celui-ci n'a pas brillé par ses études universitaires. Il s'est inscrit de nombreuses fois en première année à l'université dans diverses disciplines. Il n'a eu ni licence, ni maîtrise. Il n'a donc pas pu en principe obtenir un DEA mais Pierre Fougeyrollas lui a tout de même fait cadeau d'une thèse en sociologie après avoir cautionné un dossier manifestement truandé. Il s'était inscrit auparavant en DESS au Mans sans avoir ni licence, ni maîtrise. La même année, il était d'ailleurs inscrit à Paris en Licence. Dans ce DESS, bon nombre des truands qui seront condamnés avec J. C. Cambadélis dans l'affaire de la MNEF s'étaient inscrits ensemble. [Ces informations ont été dévoilées par Laurent Mauduit](#), journaliste à Médiapart, qui était lui aussi militant de l'OCI à l'époque mais n'a guère apprécié toutes ces turpitudes

Rappelons que Pierre Fougeyrollas et Jean-Christophe Cambadélis étaient des proches de Pierre Lambert ce qui confirme une fois de plus que « *Le poisson pourrit par la tête* ».

Ce n'est qu'en 1986 que les dirigeants de l'UNEF, avec le docteur es sociologie à leur tête, sont passés avec armes et bagages au PS mais dès 1980 le secteur étudiant échappait à l'OCI en tant qu'organisation trotskyste. Les dirigeants de l'UNEF avaient déjà un pied dans le PS. Ils y apprenaient la politique à la mode Mitterrand : ruse, manigance, complot, trahison, manipulation, double langage... Ils s'imbibaient des pratiques qui conduiront au scandale de la MNEF. Rappelons que Jean Christophe Cambadélis, notre cher docteur es sociologie, pour ne parler que du plus connu, a été condamné en 2000 à 5 mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende, puis en 2006 à 6 mois de prison avec sursis et 20 000 euros d'amendes. Tous les "talents" qu'ont ainsi acquis ces militants près du PS leur ont été utiles pour devenir des taupes, à l'intérieur de l'OCI. Le vaillant combat mené pour conquérir la direction de l'UNEF, notamment lors du congrès d'Orléans en 1970, aura été vain.

Le basculement vers la capitulation devant le PS s'opère quand les lambertistes appellent à voter pour François Mitterrand dès le premier tour aux présidentielles de 1981 alors qu'il y avait aussi un candidat du PCF. Le fait de choisir entre social-démocratie et stalinisme et évidemment contraire à la politique de Trotsky qui considérait que les IIème et IIIème internationales étaient définitivement passées du côté de l'ordre bourgeois. Aucune considération sur des circonstances particulières ne peut justifier cet écart par rapport au programme des trotskystes. Il faut rappeler ce que peuvent être les positions d'une organisation trotskyste pour ce type d'élection. Il y en a deux principales : soit elle présente un candidat, soit elle se prononce pour un candidat unique des organisations ouvrières. Quelques variantes sont possibles. Signalons par exemple qu'elle peut présenter un candidat qui s'engage à retirer sa candidature au bénéfice d'un éventuel candidat unique apparaissant au cours de la campagne. (Voir notre « [Lettre ouverte aux militants de « Révolution Permanente » et à Anasse Kazib](#) »). Dans les conditions particulières de 1981 où, d'une part il y avait une division dans les rangs ouvriers avec le PCF et le PS, et d'autre part l'OCI était devenue une organisation puissante, il est clair que les trotskistes devaient présenter un candidat et ainsi ne laisser planer aucun doute sur ce qu'est la politique d'un gouvernement de Front Populaire. Au contraire, en 1981, les lambertistes ont mis leur drapeau et leur politique dans leur poche. Il n'était plus question de critiquer François Mitterrand. Ils ne diront pas un mot de son passé de pétainiste et de bourreau des nationalistes algériens. Ils ont oublié les belles formules de Léon Trotski : « *La vérité est toujours révolutionnaire (...) Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses.* » Avec un pareil soutien, bien des militants vont se dire que, quant à soutenir ainsi le PS, il serait sans doute aussi bien d'y entrer. Dans les années qui vont suivre, Pierre Lambert va ainsi faire cadeau de toute une flopée de cadres au PS à commencer par Jean-Luc Mélenchon dès 1977. Il sera suivi par bien d'autres : Lionel Jospin, Jean-Christophe

Cambadélis et toute la direction de l'UNEF... Pierre Lambert se livre ainsi à un sabotage de l'organisation trotskyste. Il va d'ailleurs exclure les militants les plus conscients, comme Stéphane Just. Il se fera aider dans cette besogne par Jean-Christophe Cambadélis qui n'était déjà plus à cette époque qu'une taupe du PS dans l'OCI. Les lambertistes vont dès lors contribuer à semer des illusions au lieu de les combattre et principalement l'illusion qu'à elle seule l'élection de François Mitterrand allait apporter des solutions pour les travailleurs. Cela s'est mis en place insidieusement. Avant l'élection l'OCI s'est mise à expliquer qu'un gouvernement PC/PS serait obligatoirement le dernier gouvernement de la Vème république. Certes, l'OCI maintenait qu'un tel gouvernement serait un gouvernement de front populaire mais n'aurait-il pas tout de même, en lui-même, une vertu révolutionnaire puisqu'il devrait inévitablement ouvrir une crise de régime ?

Certes, il était juste d'appeler à voter pour François Mitterrand au 2<sup>ème</sup> tour afin de battre Giscard d'Estaing, le candidat des capitalistes. Mais c'était la seule raison de ce choix et une véritable avant-garde aurait dû exprimer toute sa méfiance en montrant bien que le combat pour un gouvernement des travailleurs n'était en rien assimilable à la promotion d'un tel candidat comme président de la république. Le vieux mot d'ordre traditionnel adressé aux dirigeants traîtres : « *Rompez avec la bourgeoisie !* » devait se traduire par : « *Pas d'alliance avec les Radicaux de Gauche ! Pas de ministres à la solde des capitalistes !* » L'OCI a fourni un service d'ordre au PS pour encadrer la manifestation à la Bastille qui, le soir du 10 mai 1981, fêtait la victoire de François Mitterrand. Au lieu de pallier ainsi aux insuffisances du PS, une avant-garde aurait dû émettre des mises en garde et des appels à la vigilance contre les trahisons. Au moment où François Mitterrand et les socialistes appelaient la population à rentrer sagement dans ses foyers, il fallait dire que le maintien de la mobilisation populaire était indispensable pour exiger que les élus mettent en œuvre immédiatement leur programme notamment la 90<sup>e</sup> des 110 propositions des socialistes : « *Un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale sera constitué* ». Il fallait exiger que la loi soit votée immédiatement après les législatives afin d'être opérationnelle dès la rentrée scolaire de septembre 1981 ou, au plus tard, à celle de 1982. Il fallait dire que sa mise en œuvre devra être saluée et appuyée par une grande manifestation populaire convoquée par tous les syndicats à Paris. Voilà notamment ce qu'aurait dû être l'un des thèmes de propagande d'une avant-garde qui lutte pour un véritable gouvernement des travailleurs. Ajoutons que, dès que les plans de licenciements dans la sidérurgie ont été annoncés, une véritable avant-garde aurait dû lancer les mots d'ordre : « *Tous à l'Elysée !* », « *A bas les traîtres !* », « *Le pouvoir aux travailleurs !* », « *Grève générale pour l'interdiction des licenciements !* », « *Expropriation et nationalisation sans indemnités ni rachat de toute entreprise qui ferme, reprise de la production sous le contrôle des travailleurs* ». Les lambertistes ont une grande part de responsabilité dans les mesures catastrophiques prises par les gouvernements de Mitterrand contre les travailleurs (Voir mon livre : [« De François Mitterrand à Jean-Luc Mélenchon »](#)). En fait la principale contribution de l'OCI aura été de fournir une quantité de cadres au PS à commencer par Jospin et Cambadélis.